

DEKRA Industrial SAS
AGENCE HAUTS DE FRANCE
Rue Pierre et Marie Curie
Zone Artisanale du 14 juillet
62223 ST LAURENT BLANGY
Tel : 03.20.16.33.90

Maître d'ouvrage :

MME Mary TRANG

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND
NORD**

**32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**



DUNKERQUE PRHF - Relogement du tribunal de commerce

Ouvrage(s) : | Tribunal de commerce

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Projet Risque d'Incendie et de Panique

Maître d'Ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX

Mission concernée :

S

Nature des travaux :

Aménagement intérieur

Etabli par :

FREDERIC BERGAMINI

Spécialiste électricité



Validé par :

ALI KHOBZAOUI

Ingénieur généraliste



Référence : **54180601/3**

Nombre de pages : 13

Date : 6 novembre 2024

Nota : Se reporter également au rapport complémentaire Installations Electriques



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	4
1.5	RÉFÉRENTIEL RÉGLEMENTAIRE	5
1.6	CLASSEMENT	6
1.7	FORMULATION DES AVIS	7
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	8
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	9
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	9
2.2	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE DANS UN ERP 2ième GROUPE	10



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG
GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**

MAITRE D'OUVRAGE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG
GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**

1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **124 rue du magasin général
ZAC des Bassins
59140 DUNKERQUE**
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Travaux de cloisonnement, menuiseries, revêtement de sol, électricité, CVC...



Description du site

Présence d'avoisinant : non

Intervention dans l'existant : oui

Aménagement d'un tribunal de commerce au RDC dans un bâtiment existant

Description des bâtiments

Tribunal de commerce

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 5

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Conditions d'accessibilité et desserte :

Existant

Description et isolement par rapport aux tiers :

Inchangé

➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Local archives, local documentations, local technique, local rangement et local fournitures.
Explosion	Sans objet
Choc électrique	Sans objet

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Référence : 54180601/3

DUNKERQUE PRHF - Relogement du tribunal de commerce



Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Mission SEI Concernant les installations électriques pour le présent rapport.

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Nota: Les diagnostics parasites du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).

Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

1.5 RÉFÉRENTIEL RÉGLEMENTAIRE

➤ **Code de la Construction et de l'Habitation**

- Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié : Etablissements de 5ème catégorie - Installations électriques

- Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente viennent en complément des dispositions réglementaires visées ci-dessus et doivent être impérativement pris en compte :

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.



1.6 CLASSEMENT

Tribunal de commerce

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 5

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples

Type(s) et / ou activité(s) secondaire(s) : W - Administrations, banques, bureaux

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Classement incendie :

Source de classement : Notice de sécurité

Effectifs : Total = 53

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
RDC	Type L	26	27	53

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 23/09/2024



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués au CCTP, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

NEANT



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

Absence d'écart



2.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE DANS UN ERP 2ième GROUPE

Arrêté du 22 juin 1990 modifié : Etablissements de 5ème catégorie - Installations électriques

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE 5EME CATÉGORIE</p> <p><i>CHAPITRE II</i> <i>RÈGLES TECHNIQUES</i></p> <p>Section VI Installations électriques, éclairage</p> <p>Article PE 24 Éclairage, signalisation</p> <p><i>CHAPITRE III</i> <i>LOCAUX RÉSERVÉS AUX</i> <i>SOMMEIL</i></p> <p>Article PE 36 Éclairage de sécurité</p> <p><i>CHAPITRE VI</i> <i>ÉTABLISSEMENTS SPORTIFS</i></p> <p>Article PX 1 Textes applicables</p>	<p>Application des dispositions techniques du Type X.</p>	<p>F</p> <p>SO</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
-----------------	--------------	------



Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES		
<i>INSTALLATION HAUTE TENSION R.4215-3 à R.4215-16</i>		SO
<i>INSTALLATION BASSE TENSION</i>		
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts directs		F
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts indirects		F
R.4215-4 Protection contre les montées en potentiel des parties actives ou des masses du fait du voisinage avec une installation d'un domaine de tension supérieur		SO
R.4215-5 Protection contre les risques de brûlures et l'échauffement des matériels		F
R.4215-6 Choix et protection des matériels contre les surintensités		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
R.4215-7 Séparation des sources d'énergie		F
R.4215-8 Coupure d'urgence - accessibilité		F
R.4215-9 Mode de pose des canalisations		F
R.4215-10 Identification et repérage		F
R.4215-11 Choix et installation des matériels		F
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'incendie		F
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'explosion	Fournir le Document Relatif à la Protection contre les Explosions, ou à minima, le classement des diverses zones ATEX et les caractéristiques minimales requises pour l'appareillage électrique, et ce afin de valider les dispositions mises en oeuvre dans les locaux à risque d'explosion.	SO
R.4215-13 Locaux de service électrique		SO
R.4215-14 et 15 Installations conformes aux normes d'installation		PM
R.4215-16 Conformité des matériels ayant une fonction de sécurité		F
R.4215-17 Eclairage de sécurité		F